

Jean-Guy Greilsamer (UJFP) : « Nos valeurs sont aux antipodes de l'actuelle politique israélienne »

30 septembre 2014



Intervention de Jean-Guy Greilsamer au meeting « Pour la liberté d'expression - Contre la criminalisation de la solidarité avec la Palestine » à Saint-Denis le 19-09-2014

Comme vous le savez, l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) est une association juive qui milite pour la justice, l'égalité des droits, la libération des peuples opprimés. Notre culture s'appuie sur les mémoires des résistances juives contre le racisme, le fascisme, les politiques coloniales.

Ces mémoires, nos valeurs, sont aux antipodes de l'actuelle politique israélienne, qui cherche à embrigader les Juifs du monde entier dans l'espoir d'imposer la disparition politique et nationale du peuple palestinien.

J'ai commencé ainsi mon intervention au nom de l'UJFP pour 2 raisons.

D'abord parce que dans un meeting pour la liberté d'expression, ce qui importe avant tout c'est quelle expression nous voulons porter.

Et ensuite parce que les diverses associations appelées à la tribune ont toutes, en même temps que leur unité commune, des raisons spécifiques d'intervenir.

Alors oui, en tant qu'association juive mobilisée contre les horreurs de la politique israélienne, l'UJFP est pleinement solidaire des militants poursuivis parce qu'ils ont manifesté leur soutien au peuple palestinien. Les poursuites contre des militants qui, comme des milliers d'autres, ont refusé l'interdiction de manifestations à Paris contre les massacres à Gaza sont d'autant plus scandaleuses que ces interdictions de manifester ont résulté du soutien délibéré de notre gouvernement aux provocations d'une milice fasciste juive, la Ligue de Défense Juive.

Ce gouvernement a d'abord soutenu l'agression israélienne, puis il a laissé se perpétrer les massacres, puis après le désastre il a hypocritement reconnu que des massacres ont eu lieu.

Hollande et Valls s'appuient sur le CRIF, Conseil soi-disant représentatif des Institutions Juives de France et en réalité courroie de transmission de la politique criminelle d'Israël, laissant croire que le CRIF représente la population juive de France. Les soutiens à Israël parmi la population juive sont certes importants, mais la population juive est loin d'être monolithique, elle est diversifiée comme toute autre population, et la parole de l'UJFP a progressé dans divers médias.

En donnant de la population juive française l'image d'une communauté soudée par la politique d'Israël, en inventant des slogans antisémites prétendument proférés dans des manifestations, le gouvernement se rend directement responsable d'un certain antisémitisme qu'il prétend combattre.

Cette politique qui génère un antisémitisme, c'est ce que recherchent Israël et ses amis, dont les chantages à l'antisémitisme servent à couvrir la politique israélienne de colonisation et d'apartheid. Ces gens entretiennent systématiquement la confusion entre « Juif » et « sioniste ». Mais l'opinion publique est de moins en moins dupe !

De même la poursuite de militants qui ont appelé au boycott d'Israël dans le cadre de la Campagne BDS est inadmissible également.

L'appel au boycott d'un Etat qui viole constamment le droit international relève de la liberté d'expression. C'est un droit.

Pour l'UJFP, et pour d'autres associations juives dans le monde, c'est non seulement un droit, mais c'est aussi un devoir.

C'est un devoir parce que c'est le peuple palestinien qui nous le demande.

C'est un devoir, parce que tant qu'Israël bénéficiera d'une large impunité et du soutien des Etats-Unis et d'autres importantes puissances occidentales, cet Etat continuera sa tentative de destruction du peuple palestinien.

C'est pourquoi nous appelons à renforcer le mouvement BDS, qui a considérablement progressé, et à manifester notre soutien à la résistance courageuse du peuple palestinien.

C'est pourquoi nous soutenons les camarades poursuivis pour appel à BDS et exigeons le retrait de la circulaire Alliot-Marie et Mercier qui permet ces poursuites, circulaire que la ministre Christiane Taubira n'a toujours pas retirée.

C'est pourquoi nous sommes pleinement solidaires d'Alain Pojolat, poursuivi pour appel à manifestation interdite, et des autres militants poursuivis dans le même contexte.

Il en va du droit du peuple palestinien à une existence digne, ce qui nécessite de mettre fin au blocus de Gaza, à la colonisation, à l'apartheid imposé par Israël, ce qui nécessite une pleine égalité des droits des Palestiniens d'Israël, et ce qui nécessite la mise en œuvre du droit au retour des réfugiés.

Il en va du vivre ensemble dans l'égalité et la justice là-bas, et ici aussi.

L'apartheid a été vaincu en Afrique du Sud. L'apartheid israélien sera vaincu également !

Source : <http://www.ujfp.org/spip.php?article3521>

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [ARCHIVES](#) >
- Adresse de cet article : <https://plateforme-palestine.org/Jean-Guy-Greilsamer-UJFP-Nos,4149>